

Retour sur 80 ans de Sécu...

Mise en place de la Sécurité Sociale dans l'Ain

Au sortir de la guerre, la santé précaire des habitants de l'Ain est aggravée par les terribles rationnements qui s'imposent à eux. Les employeurs ayant un fort besoin de main d'œuvre en bonne santé, ils soutiennent le développement des soins préventifs. Le plateau d'HAUTEVILLE est d'ailleurs, avec sa topographie appropriée, la station de soins de la tuberculose la plus importante en France. Mais, sur ce même plateau, les activités économiques les plus lucratives demeurent les pompes funèbres.

Il y a donc urgence à mettre en service la première caisse locale du département. **Le premier juillet 1946, tous les régimes antérieurs sont absorbés par la Caisse primaire de Sécurité Sociale de l'Ain**, qui voit le jour à Bourg en Bresse, place Carriat, dans les locaux de l'hôtel du Bastion (emplacement aujourd'hui occupé par une maroquinerie). Ces locaux se révèlent rapidement bien trop exigus, mais il est impossible de trouver une solution alternative : les propriétaires refusent de louer à une administration dirigée par un ministre communiste !

Ain : Une des premières caisses primaires

À la demande d'Ambroise Croizat, les unions départementales CGT doivent constituer des conseils d'administration paritaires provisoires, et installer des caisses primaires dans tous les chefs-lieux de départements. Dans l'Ain, l'UD confie la mission à quatre militants : Jean BOLLARD et Gustave MONNET d'EDF ayant déjà des connaissances dans les assurances sociales, Joseph Vigneux, du bâtiment, arrivant de la région parisienne et Camille Piane des PTT, le plus jeune. Ce dernier raconte.



jeunesse de Pétaïn. Si vous êtes d'accord, avec une équipe de compagnons, nous démontrons la totalité et nous l'installons à Bourg-en-Bresse. »

« S'ilôt dit, s'ilôt fait. La première caisse de Sécu se situait au cœur de l'agglomération bressane. Au printemps 1946, les guichets étaient en mesure de régler les prestations aux assurés. »

« Dans l'Ain, le plateau d'Hauteville, altitude idéale, entre 800 et 900 mètres, était la station de soins de la tuberculose la plus importante des stations françaises. Sa douzaine de sanatoriums et le double d'hôpitaux de cure regroupaient de malades. Les immenses saunas de la Seine Albarine et Bellignieux affichaient complets. Sur le plateau, l'entreprise la plus active était les Pompes

funèbres. Il y avait donc urgence à mettre en service la première caisse locale du département. La seconde fut celle de Saint-Rambert en Buguey, « vallée de la misère » où régnaient en maître les usines des « Filatures de la Schappe ».

« Nous passions ensuite à la construction. Les bâtiments de la caisse primaire, très vite trop étroits, nécessitèrent la construction d'un deuxième bâtiment de l'autre côté de la rue, les deux reliés par une passerelle. »

« Dans le même temps, nous construisions des caisses locales dans les villes les plus importantes, Bellegarde et Oyonnax. »

« Ce dynamisme fut hélas stoppé par de nouvelles circonstances, celles de De Gaulle - Pompidou, jusqu'en 1967. L'unicité de la Sécu était rompue, elle éclatait en plusieurs caisses et les élections démocratiques des administrateurs furent supprimées et remplacées par des désignations. Ce fut le signal de départ d'une régression continue ! »

Article paru dans « Vie nouvelle » À l'occasion des 60 ans de la SECU

« A la demande d'Ambroise CROIZAT, les unions départementales CGT doivent constituer des conseils d'administration paritaires provisoires, et installer des caisses primaires dans tous les chefs-lieux de départements. »

Dans l'Ain, l'UD confie la mission à quatre militants : Jean BOLLARD et Gustave MONNET d'EDF, Joseph VIGNEUX du bâtiment et Camille PIANE des PTT... ».

« N'étais le 9 mars 1913, j'avais adhéré à la CGT en 1934. Au lendemain de la Libération, je sortais de la Résistance pour assurer des tâches syndicales et politiques dans mon Buguey d'adoption. L'installation des conseils d'administration ne posait pas de problèmes. Les employeurs ayant un besoin urgent de main-d'œuvre en bonne santé « jouèrent le jeu ». Mais, trouver un local convenable et suffisant devenait impossible. Les propriétaires, souvent réactionnaires, refusaient de louer à une administration dirigée par un ministre communiste ! C'est alors, que notre camarade Vigneux, charpentier de profession, nous fit une proposition inattendue : « Dans le sud du département à Artemare, il existe des bâtiments en bois, tout neufs, où était logé l'état-major des chantiers de

L'union départementale CGT ne s'en laisse pas conter et, dédouanée par la circulaire CROIZAT, charge quatre camarades de remédier au problème. **Gustave MONNET, Jean BOLLARD**, tous deux de l'E.G.F, emboîtent le pas de **Camille PIANE** des P.T.T (ancien maquisard) et de **Joseph VIGNEUX** du bâtiment.

Ce dernier, charpentier de métier, propose à ses compères des baraquements en bois tout neufs : ceux de l'état major des chantiers de jeunesse du Maréchal PETAIN à Artemare. En 1947, flanqués d'une équipe de compagnons, ils démontent l'édifice, le transportent et l'adossent au mur de l'hôpital psychiatrique Sainte-Madeleine de Bourg-en-Bresse, le long de l'avenue du Mail. La Caisse de Sécurité Sociale de l'Ain a enfin une existence concrète,

et la composition du conseil d'administration s'impose comme une évidence ; sont élus : Gustave MONNET (président), Jean BOLLARD (vice-président) et Camille PIANE (secrétaire) et Joseph VIGNEUX. Nos quatre camarades, véritables « pères fondateurs » de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Ain, siégeront sans discontinuer de 1946 à 1967.

Ainsi, à la parution des décrets d'application de la loi de création de la Sécurité Sociale, la caisse de l'Ain règle déjà les prestations à ses guichets depuis plusieurs mois. Le plan de financement est bien ficelé. Les caisses obtiennent des subventions de démarrage dont l'essentiel provient des cotisations d'assurances sociales capitalisées.

La deuxième caisse créée dans l'Ain sera celle de Saint Rambert-en-Bugey, au cœur de la «vallée de la misère» où règnent sans partage les «filatures de la SCHAPPE». D'autres caisses locales suivront, dans les villes les plus importantes comme Oyonnax, reine nationale du peigne et de la plasturgie et Bellegarde-sur-Valserine, qui doit son expansion économique à sa proximité géographique avec Genève.

Dans toute notre région, les caisses hissent alors «pavillon rouge», avec à leur tête des présidents «Cégétistes». Cette situation, signe l'«âge d'or» de la Sécurité Sociale, dans ses principes originels adoptés par le Conseil National de la Résistance.

